



Pour publication immédiate

Un programme des candidats à l'immigration du Nord ontarien est-il la clé permettant d'attirer de nouveaux arrivants dans le Nord?

Le 14 février 2019 – La population du Nord ontarien fait face à un gros virage démographique. Les boomers, nés au cours des deux décennies après la Deuxième Guerre mondiale, partent à la retraite et, par conséquent, le vieillissement de la région devient disproportionné parce que les générations suivantes sont plus petites. Les 11 districts du Nord ontarien doivent se doter d'une stratégie complète, coordonnée et inclusive, axée sur l'attraction et la rétention de nouveaux arrivants.

Dans la première parution de sa série « Attraction du Nord », l'Institut des politiques du Nord a déjà déterminé qu'une telle stratégie était nécessaire. Dans la deuxième parution de ladite série, l'auteur signalait les points forts et faibles de l'Ontario lorsqu'il s'agit d'attirer dans le Nord de nouveaux arrivants. Dans la plus récente parution de la même série, *Évaluer la pertinence des programmes d'immigration provinciaux et fédéraux pour le Nord ontarien*, Christina Zefi analyse le programme d'Entrée express et le Programme ontarien des candidats à l'immigration (POCI), afin de trouver des lacunes pouvant empêcher de nouveaux arrivants de venir dans le Nord.

L'auteure signale que ces programmes ne conviennent pas aux problèmes économiques et sociaux uniques du Nord ontarien. Dans le cadre du programme d'Entrée express, 6 600 places sont attribuées à l'Ontario; toutefois, parmi les immigrants qui y arrivent par l'entremise de ce programme, la majorité d'entre eux s'installe dans la région du Grand Toronto.

Dans cette analyse se trouve aussi un examen du programme provincial des candidats du Manitoba (PPCM), du Programme d'immigration au Canada atlantique (PICA) ainsi que du programme des candidats à l'immigration de la Saskatchewan (PCIS), afin de parvenir à dresser une liste des pratiques exemplaires.

L'auteure a trouvé que le Nord ontarien pouvait bénéficier de pratiques semblables à celles du PICA, y compris l'exemption de l'étude d'impact sur le marché du travail (EIMT). Cette exemption permet aux candidats admissibles d'avoir un permis spécifique de travail d'employeur, d'une durée d'un an et exempté de l'EIMT. Le PICA encourage aussi des messages plus forts, portant sur l'importance de l'immigration dans le Nord rural et éloigné.

Enfin, l'analyse suggère qu'un programme spécifique des candidats pour le Nord ontarien pourrait obtenir au moins 1 500 places du PPC de l'Ontario.

D'autres documents d'analyse de la série *Attraction du Nord* seront publiés au cours des prochains mois. L'analyse explorera les pratiques et stratégies exemplaires qu'utilisent des collectivités plus petites, afin d'attirer de nouveaux arrivants.

Lisez le document complet, « Évaluer la pertinence des programmes d'immigration provinciaux et fédéraux pour le Nord ontarien », à www.northernpolicy.ca/attraitudunord3.



-30-

Entrevues par les médias : L'auteure Christina Zefi ainsi que le président et chef de la direction de l'IPN, Charles Cirtwill, sont disponibles pour formuler des remarques. Pour obtenir une entrevue, veuillez communiquer avec la personne suivante :

Christine St-Pierre
Coordonnatrice des communications
705-677-5663
cstpierre@northernpolicy.ca

À propos de l'Institut des politiques du Nord :

L'Institut des politiques du Nord est le groupe de réflexion indépendant de l'Ontario. Nous effectuons de la recherche, accumulons et diffusons des données probantes, trouvons des opportunités en matière de politiques, afin de favoriser la croissance et la durabilité des collectivités du Nord. Nous avons des bureaux à Thunder Bay et à Sudbury. Nous cherchons à améliorer les capacités du Nord ontarien de prendre l'initiative en matière de politiques socioéconomiques qui ont des répercussions sur l'ensemble du Nord ontarien, de l'Ontario et du Canada.

À propos de l'auteur

Christina Zefi est ancienne analyste de recherche à l'Institut des politiques du Nord; elle est diplômée en administration publique, du Humber College. Parmi ses intérêts en recherche se trouvent la réforme de l'immigration, les politiques liées aux affaires autochtones, l'environnement et la santé mentale. Avant d'occuper son poste à l'IPN, Christina était analyste financière de TD Canada Trust.